

Réseau Ressources pour l'Égalité des Chances et l'Intégration (RECI)

Rapport d'activité 2008

Le programme de travail 2008 se déclinait autour de quatre types d'actions. Certaines actions ont fait l'objet d'une demande de financement, d'autres sont portées dans le cadre de la fonction de développement propre à chaque structure.

OUTILS

➔ **Base de données documentaire** [*financement ACSE*]

La mutualisation de l'activité documentaire des centres de ressources composant le Réseau constitue l'activité de base du Réseau RECI. Elle consiste en un travail de veille et d'alimentation de la base de données bibliographiques commune mettant à disposition plus de 20.000 références (indexation des données à l'aide d'un thesaurus consultable en ligne, résumés analytiques).

Un travail spécifique de restructuration de la base de données a été mené depuis l'automne 2006 et s'est poursuivi toute l'année 2007. La nouvelle base de données documentaires restructurée a été mise en ligne en juin 2008. Elle est accessible sur le site internet du Réseau RECI : <http://biblio.reseau-reci.org>

Son objectif est de :

- permettre une mutualisation des données liées aux ressources documentaires disponibles au sein des structures du réseau ;
- mettre ces données à disposition du public via une publication sur internet. Tout ceci en lien avec les thématiques du Réseau RECI c'est-à-dire l'intégration, l'immigration, la lutte contre les discriminations ; mais également avec les thématiques propres à chacune des structures.

Elle permet d'effectuer des recherches bibliographiques dans plus de 20.000 références bibliographiques sur les questions liées à l'immigration, l'intégration et la lutte contre les discriminations. Il est également possible d'accéder aux fonds documentaires des structures membres du réseau RECI (Ressources pour l'Égalité des Chances et l'Intégration).

Outre la mise à disposition des données bibliographiques accessibles via différentes modalités de recherche, la base permet la réalisation de différents produits :

- élaboration de bibliographies commentées (avec ou sans localisation et cotes),
- identification des dernières nouveautés saisies sur la base,
- mise en valeur sur le site de sélections de documents (nouveautés, thématiques spécifiques...).

Ces produits peuvent être :

- communs aux membres du Réseau RECI (notamment sur le site)
- propres à un centre de ressources.

➔ **NOMBRE DE VISITES**

La base de données a reçu de **juillet à décembre 2008 plus de 1.100 visiteurs par mois**. 47% des visiteurs ont la base dans leurs favoris ou signets, 46% y accèdent par les moteurs de recherche et 5% par des liens externes (sites des membres du réseau par exemple).

➔ **DOCUMENTS SAISIS DANS LA BASE DEPUIS SA MISE EN LIGNE**

Au moment de sa mise en ligne en juin 2008, les données les plus récentes saisies dans la base dataient de mi-2006.

La priorité, entre juin et décembre 2008, a donc été de saisir des notices bibliographiques (dotées d'un résumé analytique).

L'accent a été mis sur les productions suivantes :

- les sommaires et articles des revues « incontournables » (Hommes et Migrations, Migrations Société...) sur les thématiques du réseau RECI (saisie systématique),
- les articles pertinents relatifs aux thématiques traités par les différentes structures,
- les rapports publics (HCI, Halde, OFPRA...),
- les rapports annuels publiés par des structures ressources (Fondation Abbé Pierre...)...,
- les ouvrages les plus récents reçus par chaque structure.

Une répartition a été réalisée entre les documentalistes, par rapport à la saisie des revues dites incontournables. Ceci pour s'assurer qu'elles feraient régulièrement l'objet d'une saisie dans la base. Il faut noter que depuis la mise en ligne de la base, environ 450 notices ont été saisies par des membres du Réseau RECI sur 2008.

➔ **FONCTION CHEF DE PROJET DOCUMENTAIRE**

La fonction chef de projet a été assurée par la documentaliste de l'ORIV au 1^{er} semestre 2008 et par celle de l'ODTI pour le 2^{ème} semestre.

Les documentalistes ont eu cinq réunions durant l'année 2008 :

- Une réunion téléphonique le 24 janvier 2008,
- 19 février à Tourcoing,
- 26 mai à Paris,
- 27 août à Nantes,
- 14 novembre à Villeurbanne.

Durant le premier semestre 2008, les chargées de l'information et de la documentation du Réseau RECI ont été amenées à réaliser des corrections manuelles et des remises à jour sur les données existantes dans la nouvelle base documentaire (livrée fin décembre 2007).

A partir de juin 2008, la mise en ligne de la base, a nécessité la mise en place de formation sur l'outil, à destination des nouvelles documentalistes.

Deux formations ont été organisées :

- Par l'ORIV, le 31 janvier 2008, auprès des documentalistes de l'Arifor et du Centre de ressources politique de la ville en Essonne.
- Par l'IREV, auprès de l'EPI en juillet 2008.

Suite à la mise en ligne de la base, les documentalistes ont été amenées à travailler durant le deuxième semestre 2008, sur la question des règles d'indexation, de la réalisation d'un mode d'emploi et de la mise à jour du thesaurus (réalisé en 2007). Par rapport au thesaurus, un index alphabétique a été ajouté et il a été diffusé aux autres partenaires du RECI courant 2008 (centres de ressources, institutions...). De plus, il a également servi à alimenter la mise à jour du thesaurus du réseau des centres ressources politique de la ville.

➔ **COMMUNICATION**

Un travail sur la communication pour annoncer la mise en ligne de la base a également été effectué. Il s'agissait de repérer les structures ressources qui pourraient relayer l'information sur l'existence de cette base, auprès du public.

➔ **PRODUCTION DE BIBLIOGRAPHIE**

Les documentalistes, ont aussi été sollicitées par les membres du Réseau RECI pour réaliser des bibliographies, notamment pour le séminaire national, du 28 novembre intitulé « Agir localement contre les discriminations – le rôle des élus de l'Etat et de la société civile » (en lien avec le réseau des CRPV). Mais aussi, pour alimenter différentes notes réalisées par le Réseau.

➔ **Site internet [financement ACSE]**

Le travail sur le site internet a consisté en un travail de refonte du site, de mise à jour et d'alimentation régulière. Par ailleurs et afin de permettre aux structures arrivées récemment de pouvoir alimenter le site deux formations ont été assurées, par l'EPI, les 30

juin et 15 septembre 2008, auprès des membres du Réseau pour l'administration et la saisie du site internet du RECI.

➔ **Portail européen intégration** [financement (2008-2009) Europe / Migration Policy Group]

L'objectif de cette action, menée sur 2008-2009 consiste dans l'alimentation d'un portail internet sur l'intégration des populations immigrées (entendues au sens large : réfugiés – demandeurs d'asile). Ce portail européen sur l'intégration sera public à partir de juin 2009.

Le RECI est le coordonnateur et l'interlocuteur de MPG pour la France. Un « memorandum » (ou convention) a été signé entre les RECI et MPG qui fixe les engagements de chacun pour un financement de 5000 euros.

Le RECI s'est engagé à rédiger et à mettre en ligne sur ce portail différentes catégories de documents sur le thème de l'intégration des populations migrantes et immigrées, en axant sur le travail des ONG et la recherche de documents sur leurs actions.

Les différentes catégories de documents sont :

- Entre 10 et 15 pratiques, qui doivent être rédigées en anglais à partir d'une fiche type transmise par MPG (voir la fiche jointe avec le mail).
- Entre 20 et 30 documents, qui sont des documents sur les questions d'intégration et de migration et qui peuvent être de nature diverse (recherche universitaire, rapport, dossier ressources, bulletin d'information...). Le document doit être un document téléchargeable, le résumé n'est pas obligatoire.
- Entre 20 et 30 liens: il s'agit de liens Internet vers des ONG, de préférence de dimension nationale plutôt que locale. Des liens sur nos propres structures peuvent être prévus. Le résumé n'est pas obligatoire.
- Entre 5 et 10 « national funding programmes »: il s'agit de programmes de subvention, mais pas des appel d'offres. Toutes les informations que nous avons à notre connaissances sont à signaler : organisme, nom du programme de subvention, montant du programme, mais surtout le lien Internet vers les programmes évoqués.

En 2008, le travail a démarré en septembre. Il a surtout consisté à préparer et à planifier les différentes étapes du projet : réunion avec les membres du RECI, accord sur le pilote (ORIV) et l'engagement de certains membres à faire remonter des « bonnes pratiques », note récapitulative.

PRODUCTION DE CONNAISSANCES

➔ **Discriminations et territoires** [financement ACSE]

Cette action s'appuie sur un partenariat entre le Réseau RECI et le Réseau national des Centres de Ressources Politique de la Ville.

Engagée en 2007, le travail prévu en 2008 consiste dans la poursuite de la collecte de données (actions locales menées dans le domaine de la prévention des discriminations) et analyse de celles-ci par le prestataire externe (Iscra / Olivier NOEL).

L'EPI et l'IREV sont, au sein du RECI, les pilotes d'une démarche de capitalisation nationale des initiatives territorialisées de lutte contre les discriminations.

Au-delà des dispositifs publics tels que les plans de lutte contre les discriminations dans l'emploi promus par la DIV, il s'agit de repérer et de tirer des enseignements de tous types d'action visant à impulser une dynamique, sur un territoire donné, autour de la lutte contre les phénomènes discriminatoires.

➔ **OBJECTIFS**

Il s'agissait de procéder à une capitalisation pour mettre en débat et diffuser sur le plan national, des projets engageant plusieurs acteurs d'un même territoire en vue de la prévention et / ou la lutte contre les discriminations, sans restriction concernant les

domaines considérés et les types d'acteurs engagés (l'essentiel étant qu'il existe une logique partenariale et un territoire d'intervention bien défini).

L'idée de départ était de partir de l'existant de manière à repérer, en creux, des perspectives de développement ou de changement. Le fruit de ce travail doit permettre à des acteurs engagés sur le sujet : de trouver des arguments pouvant mobiliser d'autres acteurs autour d'eux, d'être guidés dans la mise en œuvre d'actions concourant véritablement à l'égalité de traitement.

➔ REALISATION 2008

Phase 1 : Identification et analyse des projets / démarches

L'ensemble des actions à analyser a été constitué par les différents partenaires des deux réseaux RECI et CRPV. Cela représente au total une trentaine d'actions ou démarches réparties sur l'ensemble du territoire national. Il s'est agit pour chacun des partenaires du réseau :

- de conduire plusieurs entretiens sur une ou plusieurs actions et/ou démarches locales de lutte contre la discrimination.
- de transmettre également les comptes-rendus, actes ou synthèses des manifestations (séminaires, groupes de travail, cycles de qualification, etc...) traitant de manière spécifique ou indirecte la question du rapport « Prévention et lutte contre les discriminations » et « territoires » ;
- de transmettre à l'ISCRA des comptes-rendus rédigés contenant dans la mesure du possible des extraits de propos recueillis ;
- de produire un commentaire écrit, apportant des éléments complémentaires de compréhension du contexte local.

Phase 2 : Note d'Olivier Noël

La note d'étude d'Olivier Noël vise à dégager des éléments récurrents qui (dé)favorisent la mise en oeuvre d'une action publique effective de prévention et de lutte contre les discriminations dans un contexte où les orientations politiques nationales sont en pleine mutation. Il ne s'agit pas de mettre en exergue de « bonnes » pratiques, ni d'en stigmatiser de « mauvaises » mais de réfléchir aux possibles articulations entre des démarches institutionnelles (politiques publiques descendantes) et des initiatives locales pertinentes (actions publiques ascendantes).

De l'analyse des démarches territoriales repérées (plans locaux, projets de territoire élaborés à l'occasion des CUCS, initiatives d'associations, etc.) ont été extraits :

- La mobilisation ou au contraire l'absence de mobilisation des élus dans l'élaboration d'actions territoriales de prévention et de lutte contre les discriminations,
- La place des victimes ou au contraire l'absence de place des victimes dans l'élaboration de ces actions locales,
- Les éléments favorisant ou bloquant la mise en œuvre d'actions effectives de prévention et de lutte contre les discriminations à l'échelle des territoires (approches institutionnelles, initiatives associatives, mise en réseau, logiques partenariales, etc...).

Phase 3 : "**Agir localement contre les discriminations : le rôle des élu-e-s, de l'Etat, et de la société civile**", vendredi 28 novembre 2008.

Séminaire national des Réseaux RECI et des Centres de ressources pour la politique de la ville, soutenu par l'Association Ville & Banlieue et l'Acse

150 personnes de toute la France ont participé à ce séminaire. Il a rassemblé élus locaux, collectivités, institutionnels et autres acteurs concernés par la question des discriminations. Elle a eu pour objectif de livrer et mettre en débat un travail d'analyse d'actions locales ayant pour thème la lutte contre les discriminations raciales conduites sur différents territoires concernés par des centres de ressources, et de dégager des conditions de réussite et entre autre le rôle des institutions publiques.

Cette journée a explicité les logiques à l'œuvre dans les projets existants et donné des pistes pour les transformer en stratégies d'action.

Séminaire national



Vendredi 28 novembre 2008

de 9h30 à 16h30

Centre international de séjour de Paris (CISP) Maurice Ravel
Théâtre Ravel - 6, avenue Maurice Ravel - 75012 Paris
(Métro : Bel-Air ; Porte de Vincennes ; ou Porte Dorée)



avec l'appui et le soutien financier de :

➔ **Interculturalité** [financement ACSE]

*Le séminaire interne de capitalisation mené en 2007 donnera lieu à la production en 2008 d'une **première note de cadrage** sur ce thème qui sera diffusée dans le cadre du lancement de l'année européenne du dialogue interculturel.*

Cette action s'est traduite par l'organisation d'une journée de travail (séminaire interne) le 18 février 2008, à Tourcoing. COFRIMI dont l'expertise porte sur la démarche interculturelle dans les pratiques professionnelles a animé ce séminaire interne.

En 2007, le RECI avait organisé un premier séminaire durant lequel Samira GARIOUB, psychologue interculturelle et responsable de formation à COFRIMI est intervenue sur la définition de la relation interculturelle, les mécanismes qui se mettent en place dans une relation à l'autre différent, en quoi ces mécanismes font obstacles à la communication et les compétences de communication à développer pour lever ces obstacles. Ce travail avait permis l'élaboration d'un langage commun.

Cette 2ème journée a, quant à elle, permis au groupe de réfléchir aux enjeux politiques et professionnels de l'interculturalité et les actions à mettre en place pour le développement des relations interculturelles.

A l'issue de ce temps de travail, les membres du Réseau ont repris les apports de connaissance et les éléments de réflexion produits lors de ces deux journées et ont formalisé une note intitulée « Point de vue sur l'interculturalité comme enjeu d'intégration et/ou de prévention des discriminations ». Celle-ci a été diffusée via le site de RECI, et les sites respectifs de chaque association membre, la base de données du RECI et auprès des différents partenaires des centres de ressources.

CAPITALISATION

➔ **Education et diversité** [financement DAIC]

*Démarrage d'une réflexion sur « **l'école face à la diversité** ».*

Dans le cadre de l'année 2008, le CRPVE et le CREFE se sont engagés à conduire le travail de recensement des actions et réflexions sur la question de la prise en compte des discriminations dans le champ de l'éducation. Le projet a été suivi par Houda Hissar du CRPVE et Valérie Gellion du CREFE.

A partir du constat que la question de la discrimination ne ressortait pas comme une priorité ou une question prise en compte dans le champ de l'éducation en général, une

note de cadrage a été élaborée à partir des éléments de réflexion identifiés sur la question, par les chargées de projets, en s'appuyant sur les premières remontées faites par les membres du réseau sur la question. Sur cette base une note a été proposée reprenant les principales thématiques définies (accès au stage, relations parents/école, orientation scolaire, accompagnement éducatif et PRE, vie scolaire/vie éducative, accès à l'éducation, enfants nouvellement arrivés, diversité et gestion de la diversité).

Au final, la note retient cinq de ces thèmes et se décline en deux parties :

*les discriminations et le champ éducatif : un sujet complexe

*Illustrations pratiques, exemples et cas concrets

En complément à cette note, une bibliographie détaillée a été élaborée en appui avec les chargées de documentation.

Ce travail a permis de mesurer l'avancée de la question et l'absence de réflexion de fond sur celle-ci. De ce fait le choix a été fait de partir des actions locales repérées par les membres du réseau RECI sur les différents territoires et d'établir des fiches-actions. 20 fiches-actions ont finalement été rédigées entre 2008 et 2009.

FONCTIONNEMENT DU RESEAU

➔ Réunions de Réseau

Les membres du Réseau ont été amenés à se réunir à plusieurs reprises dans le cadre d'un travail de mise en réseau (cf. tableau ci-dessous)

Objet	Lieu	Date
Réunion réseau	Paris (ACSé)	15-janv-08
Réunion réseau	Tourcoing	19-févr-08
Réunion Réseau	Paris	26/05/2008 (matin) et 27/05/2008 (matin)
Réunion Réseau	Nantes	28-août-08
Réunion Réseau	Lyon	14-nov-08